

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 31/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ATEMAX OUEST**

Rue du Paray  
91490 Milly-La-Forêt

Références : D2025-  
Code AIOT : 0059100084

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement ATEMAX OUEST implanté Rue du Paray 91490 Milly-la-Forêt. L'inspection a été annoncée le 03/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'établissement est encadré par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2015-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/499 du 22 juillet 2015.

Faisant suite à l'inspection de l'établissement le 24 novembre 2020, le Préfet de l'Essonne a pris l'arrêté n° 2021.PREF/DCPPAT/BUPPE/144 le 10 juin 2021 mettant en demeure la société ATEMAX OUEST de respecter les prescriptions applicables à son établissement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ATEMAX OUEST
- Rue du Paray 91490 Milly-la-Forêt
- Code AIOT : 0059100084
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ATEMAX OUEST de MILLY-LA-FORÊT (91480) est une entreprise du groupe AKIOLIS qui effectue du regroupement et du transfert de cadavres d'animaux (18 t/j) et de déchets d'abattoirs (12 t/j) dans des caissons, sans manipulation. Les sous-produits d'animaux de catégorie 1 et 2 sont regroupés pour être transférés vers d'autres sites du groupe AKIOLIS.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Point 8 de l'AP de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Point 1 de l'AP de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1	Levée de mise en demeure
2	Point 2 de l'AP de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1	Levée de mise en demeure
3	Point 3 de l'AP de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1	Levée de mise en demeure
4	Point 4 de l'AP de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1	Levée de mise en demeure
5	Point 5 de l'AP de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1	Levée de mise en demeure
6	Point 6 de l'AP de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1	Levée de mise en demeure
7	Point 7 de l'AP de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1	Levée de mise en demeure
9	Point 9 de l'AP de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1	Levée de mise en demeure
10	Point 10 de l'AP de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1	Levée de mise en demeure
11	Point 11 de l'AP de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1	Levée de mise en demeure
12	Point 12 de l'AP de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1	Levée de mise en demeure
13	Point 13 de l'AP de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1	Levée de mise en demeure

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors de l'inspection du 14 janvier 2025, l'inspection des installations classées a effectué le contrôle des actions correctives mises en œuvre et des justificatifs transmis par l'exploitant suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 juin 2021.

Au regard des éléments constatés, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète la levée de 12 points sur les 13 points de la mise en demeure et propose d'accorder un ultime délai de 3 mois supplémentaires à l'exploitant pour lever le dernier point nécessitant une action corrective.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Point 1 de l'AP de mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Séparation des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Respecter l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015, en supprimant la connexion possible entre les eaux pluviales issues de la toiture et les eaux de lavage de la zone d'activité
<b>Constats :</b>  Par courrier du 11/03/2021, l'exploitant déclare à l'inspection des installations classées avoir mis en place un by-pass dans le regard des eaux pluviales présent dans le bâtiment de réception. Lors de l'inspection du 14 janvier 2025, l'inspection des installations classées constate que la descente des eaux pluviales de toiture est directement reliée au réseau d'eaux pluviales, supprimant la connexion avec les eaux de lavage de la zone d'activité.  L'inspection des installations classées propose à Madame la préfète la <b>levée du point 1 de l'arrêté de mise en demeure du 10/06/2021.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 2 : Point 2 de l'AP de mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, registre des déchets de catégorie 1 et 2
<b>Prescription contrôlée :</b>  Respecter l'article 5.1.9 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015 susvisé, en mettant en place un registre chronologique dans lequel sont consignés tous les déchets et sous-produits animaux de catégorie 1 et 2 entrants et sortants depuis le 1 <sup>er</sup> novembre 2020
<b>Constats :</b>  Par courrier du 21/06/2021, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le registre des entrées et le registre des sorties des sous-produits animaux de catégorie 1 et 2, du 02/11/2020 au 01/06/2021.  Lors de l'inspection du 14 janvier 2025, l'exploitant présente le registre électronique des entrées et sorties des sous-produits animaux de catégorie 1 et 2.  L'inspection des installations classées propose à Madame la préfète la <b>levée du point 2 de l'arrêté de mise en demeure du 10/06/2021.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 3 : Point 3 de l'AP de mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déclaration de puits de forage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Respecter l'article R.214-32 du code de l'environnement, en transmettant à l'inspection des installations la déclaration au titre de la loi sur l'eau et relative au puits selon la nomenclature des prélèvements 1. 1. 1. 0 « Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique(1), exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau » et en s'assurant du respect de l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrages souterrains soumis à déclaration
<b>Constats :</b>  Par courrier du 29/06/2021, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la déclaration au titre de la loi sur l'eau, rubrique 1.1.1.0 du puits de pompage de l'établissement, effectué au nom de la société SOLEVAL France le 25/03/2021.  L'inspection des installations classées propose à Madame la préfète la <b>levée du point 3 de l'arrêté de mise en demeure du 10/06/2021.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 4 : Point 4 de l'AP de mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, curage des regards et réseau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Respecter l'article 4.3.6 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015, en transmettant à l'inspection des installations la preuve du curage du regard et du réseau de collecte des eaux d'activité
<b>Constats :</b>  Par courrier du 26/01/2021, l'exploitant déclare à l'inspection des installations classées réaliser le nettoyage du regard localisé au milieu de la dalle de réception de façon quotidienne, et de placer les résidus dans le caisson de catégorie 1, et il produit une photographie correspondante.  Lors de l'inspection du 14 janvier 2025, l'exploitant confirme le nettoyage quotidien de la dalle de réception et du regard de collecte.  L'inspection des installations classées propose à Madame la préfète la <b>levée du point 4 de l'arrêté de mise en demeure du 10/06/2021.</b>

Toutefois, l'inspection des installations classées constate que le jour de l'inspection, la zone de réception n'a pas pu être entièrement nettoyée suite à la rupture du réseau d'alimentation d'eau au niveau du bâtiment pour cause de gel dans la nuit précédent l'inspection. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est tenu de s'assurer du bon fonctionnement de ses équipements pour effectuer le nettoyage quotidien de son installation quelles que soient les conditions climatiques. Ce point fera l'objet d'un contrôle lors de la prochaine inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 5 : Point 5 de l'AP de mise en demeure**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, plan des zones à risques

**Prescription contrôlée :**

Respecter l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015, en disposant d'un plan du site matérialisant les zones de risques et les zones de stockages

**Constats :**

Par courrier du 29/06/2021, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan du site matérialisant les zones de risques et les zones de stockages.

Lors de la visite d'inspection du 14 janvier 2025, l'inspection des installations classées constate que le plan du site matérialisant les zones de risques et les zones de stockages est à jour.

L'inspection des installations classées propose à Madame la préfète la **levée du point 5 de l'arrêté de mise en demeure du 10/06/2021.**

Toutefois, l'exploitant devra compléter le plan en matérialisant la séparation entre les établissements ATEMAX et SOLEVAL.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 6 : Point 6 de l'AP de mise en demeure**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, registre des produits dangereux

**Prescription contrôlée :**

Respecter l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015, en justifiant de l'existence d'un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus

**Constats :**

Par courrier du 29/06/2021, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le registre des stocks de produits dangereux de l'année 2020 mis à jour mensuellement.

Lors de l'inspection du 14/01/2025, l'exploitant confirme réaliser une mise à jour de l'état des stocks de produits dangereux de façon mensuelle. Il présente le registre de décembre 2024, daté du 31/12/2024. Il indique la nature des produits dangereux stockés et la quantité détenue à cette date.

L'inspection des installations classées propose à Madame la préfète la **levée du point 6 de l'arrêté de mise en demeure du 10/06/2021.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### **N° 7 : Point 7 de l'AP de mise en demeure**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, débit du poteau incendie

**Prescription contrôlée :**

Respecter l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015, en justifiant de la disponibilité du débit d'eau du poteau incendie

**Constats :**

Par courrier du 29/06/2021, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un courriel des services du SDIS 91 daté du 08/02/2021 indiquant que « concernant le poteau incendie n° 44, situé 32 rue du Paray, la dernière mesure connue [du SDIS] est de janvier 2020. A cette date ce poteau avait un débit de 100 m<sup>3</sup>/h à 1 bar (...) ».

L'inspection des installations classées propose à Madame la préfète la **levée du point 7 de l'arrêté de mise en demeure du 10/06/2021.**

Toutefois, la mesure de débit du poteau incendie susvisé date de 5 ans à la date de l'inspection du 14 janvier 2025, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est tenu de s'assurer la disponibilité du débit d'eau du poteau incendie. Ce point fera l'objet d'un contrôle lors de la prochaine inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### **N° 8 : Point 8 de l'AP de mise en demeure**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie

**Prescription contrôlée :**

Respecter l'article 1.6.31V de l'article 8.4.6 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015, en transmettant à l'inspection des installations classées la capacité de rétention des eaux d'extinction incendie sur le site ainsi que la procédure associée destinée à confiner ces dernières sur le site

**Constats :**

Par courrier du 29/06/2021, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le mode opératoire n° MO-AKIO-027 du 24/06/2021 permettant de confiner dans la cuve à jus de 30 m<sup>3</sup> des éventuels effluents souillés qui ruisselleraient en surface depuis l'aire de manœuvre des caissons C1-C2, située à l'ouest du bâtiment.

Lors de l'inspection du 14/01/2025, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier la capacité de rétention des eaux d'extinction incendie sur le site. En effet, la capacité de rétention de la cuve à jus n'est pas suffisante pour contenir les eaux d'extinction d'incendie du bâtiment, considérant qu'elle contient les jus de l'exploitation en situation courante. Les avaloirs du réseau des eaux de surface extérieures potentiellement polluées n'interceptent que les eaux issues de l'aire de manœuvre des caissons et seraient également redirigées vers la cuve à jus en cas d'incident. Enfin l'avaloir situé au niveau de l'accès à l'établissement, qui intercepterait des eaux d'extinction incendie ruisselant sur la voie d'accès, ne semble pas relié à une capacité de rétention.

**Le point 8 de l'arrêté de mise en demeure n'est pas levé.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant est tenu de se conformer aux dispositions de l'article 1.6.31.V de l'article 8.4.6 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015 pour l'ensemble du réseau pouvant collecter les eaux d'extinction d'incendie ou des effluents potentiellement pollués.

Pour s'y conformer, l'exploitant dispose d'un ultime **délai de 3 mois** pour présenter à l'inspection des installations classées le calcul du volume nécessaire en rétention des eaux d'extinction d'incendie à l'aide du document technique D9A ainsi qu'un plan d'action de mise en conformité à l'article susvisé. La mise en œuvre du plan d'action ne pourra excéder un délai de 6 mois.

À ce stade, l'inspection des installations classées ne propose pas à Madame la préfète de sanctions administratives pour non-respect d'une mise en demeure au regard des autres actions mises en œuvre et des justificatifs transmis par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Point 9 de l'AP de mise en demeure**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, dispositifs de désenfumage et BAES

**Prescription contrôlée :**

Respecter l'article 8.4.11 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015, en transmettant à l'inspection les rapports de vérifications ainsi que les actions correctives, le cas échéant, relatifs aux dispositifs de désenfumage et aux blocs autonomes d'éclairage de secours

**Constats :**

Par courrier du 29/06/2021, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le procès-verbal d'intervention de la société Eurofeu sur le parc de type désenfumage (deux lanterneaux et deux treuils d'ouverture/fermeture) du bâtiment ATEMAX en date du 27/02/2019. Les équipements sont déclarés en bon état et en bon fonctionnement.

L'inspection des installations classées propose à Madame la préfète la **levée du point 9 de l'arrêté de mise en demeure du 10/06/2021.**

Lors de l'inspection du 14/01/2025, l'exploitant indique que le dernier contrôle des équipements de désenfumage a été effectué le 17/10/2024 mais n'est pas en mesure de présenter le rapport correspondant. Ce point fera l'objet d'un contrôle lors de la prochaine inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 10 : Point 10 de l'AP de mise en demeure**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1

**Thème(s) :** Autre, consignes d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

Respecter l'article 8.4.12 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015, en rédigeant les consignes d'exploitation et en informant de leur existence à l'inspection des installations classées

**Constats :**

Par courrier du 29/06/2021, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les consignes d'exploitation du site, document n° SP-AKIO-092 daté du 31/03/2021.

L'inspection des installations classées propose à Madame la préfète la **levée du point 10 de l'arrêté de mise en demeure du 10/06/2021.**

Lors de l'inspection du 14/01/2025, l'inspection des installations classées transmet à l'exploitant les coordonnées de l'inspection pour mettre à jour les consignes d'exploitation :

DRIEAT-UD91

01 60 76 34 20

ud91.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr

Ce point fera l'objet d'un contrôle lors de la prochaine inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 11 : Point 11 de l'AP de mise en demeure**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, cuve de stockage des effluents

**Prescription contrôlée :**

Respecter l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015, en munissant d'évent la cuve de 30 m<sup>3</sup> de stockage des effluents d'activité

**Constats :**

Par courrier du 26/01/2021, l'exploitant précise que « le tampon [de la cuve à jus] est ouvert lors de la vidange, ce qui fait office d'évent. Au titre de la prévention des nuisances olfactives, un évent permanent n'a pas été installé. »

L'inspection des installations classées propose à Madame la préfète la **levée du point 11 de l'arrêté de mise en demeure du 10/06/2021.**

Toutefois, l'exploitant devant s'assurer que le tampon de la cuve à jus est ouvert à chaque vidange, l'inspection des installations classées préconise la mise en place d'une procédure et d'une formation du personnel concerné.

Ce point fera l'objet d'un contrôle lors de la prochaine inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 12 : Point 12 de l'AP de mise en demeure**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, cuve de stockage des effluents

**Prescription contrôlée :**

Respecter l'article 4.4.2 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015, en mettant en place un mesureur de niveau de manière à prévenir tout débordement et toute pollution accidentelle du site

**Constats :**

Par courrier du 11/03/2021, l'exploitant précise qu'un capteur immergé avec afficheur numérique a été installé en février 2021 sur la cuve à jus.

Lors de l'inspection du 14/01/2025, l'inspection des installations classées constate qu'un capteur avec affichage numérique est en place mais n'est pas en état de fonctionnement.

L'exploitant indique qu'il s'agit d'une panne électrique ponctuelle. Il indique que la cuve est vidée régulièrement sans attendre qu'elle soit pleine. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le document d'accompagnement commercial (i.e. bon de transfert) des jus du site ATEMAX OUEST de Milly-la-Forêt vers le centre de retraitement du groupe AKIOLIS (site ATEMAX OUEST de Saint Langis-lès-Mortagne (61400)) daté du 23/09/2024 pour 9,2 t de produit.

L'inspection des installations classées propose à Madame la préfète la **levée du point 12 de l'arrêté de mise en demeure du 10/06/2021.**

Toutefois, l'exploitant doit s'assurer du bon fonctionnement du capteur et de l'afficheur du dispositif anti-débordement de la cuve à jus.

Ce point fera l'objet d'un contrôle lors de la prochaine inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 13 : Point 13 de l'AP de mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/06/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification périodique des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Respecter l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015, en levant les non-conformités relevées dans le rapport de vérification des installations électriques et en transmettant les justificatifs
<b>Constats :</b>  Par courrier du 30/07/2021, l'exploitant transmet le bon de commande n° 1254199 du 29/07/2021 passé à la société ECO-RENOV détaillant les actions de levée de non-conformité du rapport de contrôle électrique effectué par la société APAVE le 24/12/2020.  Lors de l'inspection du 14/01/2025, l'exploitant présente le contrôle de vérification des installations électriques effectué par la société APAVE le 17/07/2024.  L'inspection des installations classées propose à Madame la préfète la <b>levée du point 13 de l'arrêté de mise en demeure du 10/06/2021.</b>  Les actions mises en œuvre par l'exploitant pour lever la non-conformité relevée le 17/07/2024 lors du contrôle périodique électrique feront l'objet d'un contrôle lors de la prochaine inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure